



# Rapport financier semestriel

Au 30 juin 2017

[gfi.world](http://gfi.world)

**gfi**  
NEW CHALLENGES,  
NEW IDEAS

# 1- Rapport Semestriel d'activité au 30 juin 2017

---

## 1.1 Activité du Groupe au 1<sup>er</sup> semestre

### 1.1.1 Description des résultats financiers

Le chiffre d'affaires du Groupe, pour le 1<sup>er</sup> semestre 2017, s'établit à 562,1 millions d'euros en croissance de +11,9% par rapport à la même période de l'exercice précédent.

La croissance organique s'élève à -0,3%. Elle a été impactée par le calendrier du second trimestre et par une base de comparaison défavorable dans nos activités d'Outsourcing liées à l'opération 3SI. Retraitée de ce dernier facteur, la croissance organique se serait élevée à +2,7%.

Sur le deuxième trimestre, la croissance du chiffre d'affaires du Groupe s'est maintenue avec +8,6%.

La marge opérationnelle du Groupe, à 25,3 millions d'euros, progresse de +6%. Retraitée de l'effet sur la marge opérationnelle de l'opération 3SI, la marge opérationnelle aurait progressé de +33%.

#### EN FRANCE

Le chiffre d'affaires de la France s'est élevé à 418,5 millions d'euros, contre 423,7 millions d'euros au 30 juin 2016, soit une décroissance de -1,2% à données publiées et de -2,4% en organique. Sur le deuxième trimestre, la décroissance s'est élevée à -3,5%, dont -4,8% en organique, s'expliquant en grande partie par le nombre de jours travaillés de 61 contre 64 l'an dernier, soit -4,7%.

En outre, l'an dernier le Groupe avait connu un succès majeur : la signature du contrat d'Outsourcing avec le groupe 3SI (groupe Otto). Comme indiqué l'an dernier, près de la moitié du chiffre d'affaires réalisé au premier semestre n'était pas récurrent. Retraitée de cet effet de base connu de 15 millions d'euros, la croissance organique en France se serait élevée à +1,1%, et la marge opérationnelle, qui s'établit à 15,4 millions d'euros, aurait augmenté de +3%.

Enfin, l'intérêt majeur de cette opération était de permettre dans le futur, grâce aussi aux actifs déjà présents dans le Groupe, d'étendre les prestations de Conseil et d'Intégration des solutions SAAS et BPO aux métiers de la distribution et plus généralement à tous les acteurs concernés par le commerce digital. Ceci a été confirmé avec la signature fin mai d'un accord avec le groupe Zannier pour la gestion et la transformation des systèmes d'information des enseignes du Groupe visant à déployer notre solution OmniCommerce.

Les activités « Services » (applicatives et d'infrastructure) et les activités « Logiciels » qui représentent respectivement 67,6% et 13,5% de l'activité en France, ont connu une forte amélioration de leurs résultats sur le semestre et enregistré des succès commerciaux significatifs.

Globalement, l'activité commerciale sur le trimestre a été très intense et, au 30 juin, le book to bill glissant s'établit à 1,14.

Enfin, sur le semestre, la France a poursuivi ses investissements notamment dans les Solutions, le Digital, et l'Outsourcing.

#### À L'INTERNATIONAL

##### L'international progresse fortement

L'international, avec 143,6 millions d'euros, a représenté 25,5% des ventes du semestre contre 15,6% l'an dernier. Du fait des acquisitions réalisées en 2016 (Impaq, Efron et Roff), la croissance à données publiées s'établit à +83,2%

et +11,3% en organique sur le semestre. La marge progresse également très fortement pour s'établir à 9,7 millions d'euros soit 6,8% contre respectivement 3,9 millions d'euros et 4,9%.

### **Ibérie-Latam**

Le chiffre d'affaires, à 109,8 millions d'euros contre 56,0 millions d'euros, est en croissance faciale de +96,0% et en croissance organique de +9,0%, tandis que la marge opérationnelle s'établit à 6,7%, contre 4,5% l'an dernier. L'Espagne, en croissance de +39%, a bénéficié des activités d'Efron reprises en octobre 2016 mais a également connu une croissance organique soutenue à +7%. La marge opérationnelle progresse à 2,8 millions d'euros contre 2,1 millions d'euros l'an dernier.

Avec la reprise des activités de Roff en novembre 2016, le Portugal est en croissance de +312,6%. La croissance sur le périmètre historique est très forte également, la croissance organique s'établissant à +20,7%. La marge opérationnelle au Portugal s'élève à 11,4%, contre 4,5% l'an dernier au 30 juin. La marge au Portugal bénéficie à la fois de l'amélioration de la rentabilité des activités historiques, mais aussi du renfort des activités SAP de Roff reprises.

### **Europe du Nord et de l'Est** (Belux, Pologne et Suisse)

Avec 26,1 M€ au 1er semestre 2017, contre 16,2 millions d'euros l'an dernier au 30 juin, l'activité a connu une solide croissance, avec une croissance organique s'élevant à +25,6%. Elle continue à bénéficier du dynamisme tant en Pologne des activités reprises en avril 2016 qu'au Belux.

## **RESULTAT OPERATIONNEL**

Le résultat opérationnel à 19,1 millions d'euros, contre 17,8 millions d'euros l'an dernier, progresse de +7%.

Il bénéficie essentiellement de l'amélioration de la marge opérationnelle et de la baisse des autres produits et charges opérationnels non courants.

À l'inverse, les coûts de restructuration à 5,1 millions d'euros ont augmenté de 1,5 million d'euros car ils ont été engagés, pour l'essentiel, au premier semestre de cette année, alors que du fait des importantes acquisitions réalisées à la fin de l'année 2016, ces mêmes coûts avaient proportionnellement pesé plus lourdement sur le second semestre l'an passé.

En conséquence le résultat net après impôts s'établit à 8,4 millions d'euros, contre 8,2 millions d'euros l'an dernier, soit une progression de +2%.

## **1.1.2 Evènements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice**

### **PRISE AMICALE DE PARTICIPATION MAJORITAIRE DE MANNAI CORPORATION**

- **Conclusion d'un Avenant au Pacte d'actionnaires conclu entre Mannai Corporation, Apax et Boussard & Gavaudan**

Le 8 avril 2016, a été conclu un pacte d'actionnaires constitutif d'une action de concert vis-à-vis de la Société Gfi Informatique (ci-après le « Pacte d'actionnaires »), entre les sociétés i) BG Master Fund plc, Boussard & Gavaudan Holding limited et BG Select Investments Limited (Ireland) (ci-après dénommé « Boussard & Gavaudan »), ii) les sociétés Itefin Participations, Altamir, et le FPCI Apax France VII (ci-après dénommées « Apax »), et iii) la société Mannai Corporation QPSC (ci-après dénommée « Mannai Corporation »).

Ce Pacte d'actionnaires a fait l'objet d'un avis de l'Autorité des marchés financiers publié sous le numéro 216C0904 en date du 15 avril 2016, dont les principales clauses sont consultables sur le site de l'Autorité des marchés financiers [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org).

Un Avenant audit Pacte a été conclu le 10 mai 2017 et a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 16 mai 2017, et publié le 18 mai 2017 sous le numéro 217C0991. Cet Avenant prévoit notamment (i) la mise en place d'une nouvelle gouvernance au sein de Gfi Informatique et (ii) les modalités de transfert des titres d'Apax (*via* Itefin

Participations) et Boussard & Gavaudan à Mannai Corporation. Les principales clauses dudit Avenant sont également consultables sur le site de l'Autorité des marchés financiers [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org).

#### • **Acquisition par Mannai Corporation d'une participation complémentaire au capital de Gfi Informatique**

Dans le cadre de l'Avenant au Pacte d'actionnaires conclu le 10 mai 2017, les sociétés Apax et Boussard & Gavaudan se sont engagées à céder à Mannai Corporation une partie de leurs participations et ce, de la manière suivante :

- le « Premier Bloc » correspondant à environ 29% du capital social et des droits de vote de Gfi Informatique (sur une base totalement diluée) :
  - la cession des titres Gfi informatique détenues par Itefin Participations (12% du capital et des droits de vote) devra intervenir hors marché, en juin 2017, pour un prix de 8,00 € par action ;
  - puis en juillet 2017, pour la cession des titres Gfi Informatique détenues par Boussard & Gavaudan (17% du capital et des droits de vote) aux mêmes conditions ;
- le « Second Bloc » correspond au solde des participations, représentant environ 15% du capital social et des droits de vote de Gfi Informatique (sur une base également diluée) devra être cédé pour un prix de 8,50 € par action au cours du second trimestre 2018, après l'Assemblée Générale des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2017 et le détachement du coupon, sous réserves des autorisations réglementaires applicables.

#### • **Réalisation de la cession des titres Gfi Informatique détenues par Itefin Participations à la société Mannai Corporation**

Le 19 juin 2017, la société Itefin Participations qui détenait environ 18,5% du capital et des droits de vote de Gfi Informatique, a réalisé la première cession de 8 063 789 actions au profit de Mannai Corporation, soit environ 12% du capital social et des droits de vote de Gfi Informatique, conformément aux engagements prévus lors de la conclusion de l'Avenant au Pacte d'actionnaires.

### **DECLARATIONS DE FRANCHISSEMENTS DE SEUILS ET D'INTENTION**

Dans le cadre de l'opération de prise amicale de participation majoritaire par Mannai Corporation, la société Gfi Informatique a été informée de (i) la déclaration de franchissement de seuils et d'intention à la baisse, à titre individuel, par Itefin Participations ainsi que (ii) de la déclaration de franchissements de seuils et d'intention à la hausse, à titre individuel et par assimilation <sup>(2)</sup> réalisée par Mannai Corporation.

Ladite déclaration de franchissement de seuil et d'intention par Mannai Corporation tient compte de l'acquisition réalisée en juin 2017 des 8 063 789 actions de Gfi Informatique détenues par Itefin participations ainsi que, les 11 231 313 actions de Gfi Informatique détenues par Boussard & Gavaudan lesquelles seront cédées en juillet 2017, conformément aux dispositions de l'article L. 233 - 7 et suivants du Code de commerce, soit :

Franchissement de seuil(s) Date	Seuils franchis en capital et en droits de vote	Sens	Actionnaire(s) ayant franchi le/les seuils	Nombre d'actions détenues	% détenu capital droits de vote
16 juin 2017 Individuellement (D&I 217C1285 20.06.2017)	15 %, 10%	Baisse	Itefin Participations	4 265 572	6,41% <sup>(1)</sup>
16 juin 2017 Individuellement par assimilation (D&I 217C1285 20.06.2017)	2/3	Hausse	Mannai Corporation	54 062 807	81,21% <sup>(2)</sup>

<sup>(1)</sup> Sur la base du capital composé de 66 570 771 actions représentant autant de droits de vote conformément aux dispositions de l'article 223-11 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

(2) Conformément aux dispositions de l'article L. 233-9 I 4° du Code de commerce, le pourcentage du capital de Gfi Informatique (et droits de vote) détenu par Mannai Corporation intègre par assimilation les 11 231 313 actions acquises hors marché auprès de Boussard & Gavaudan en juillet 2017 pour un prix unitaire de 8 euros, (Cf. communiqués de presse diffusés les 10 mai et 19 juin 2017 par Mannai Corporation, Apax, et Boussard & Gavaudan, ainsi que l'Avenant au Pacte d'actionnaires numéro D&I 217C0991, publiée le 18 mai 2017).

## REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL DE GFI INFORMATIQUE

La répartition du capital social de Gfi Informatique ci-dessous est présentée i) au 30 juin 2017 afin de mentionner la détention effective des actions Gfi Informatique par Mannai Corporation suite à l'acquisition des actions d'Itefin Participations, et la détention par assimilation des actions Gfi Informatique qui seront cédées par Boussard & Gavaudan en juillet 2017, et ii) au 10 juillet 2017 indiquant la répartition finale du capital de Gfi Informatique, après réalisation de la cession de la participation de Boussard & Gavaudan.

	AU 30 JUIN 2017		AU 10 JUILLET 2017	
	Actions et droits de vote	% de capital et des droits de vote <sup>(1)</sup>	Actions et droits de vote	% de capital et des droits de vote <sup>(1)</sup>
Itefin Participations	4 265 572	6,41%	4 265 572	6,41%
FPCI Apax France VII	-	-	-	-
Altamir	-	-	-	-
<b>Total Apax</b>	<b>4 265 572</b>	<b>6,41%</b>	<b>4 265 572</b>	<b>6,41%</b>
BG Master Fund ICAV	264 528	0,40%	264 528	0,40%
BG Select Investments (Ireland) Limited	13 075 663	19,64%	4 373 436	6,57%
Boussard & Gavaudan Holding Limited	3 832 245	5,76%	1 303 159	1,96%
<b>Total Boussard &amp; Gavaudan</b>	<b>17 172 436<sup>(2)</sup></b>	<b>25,80%</b>	<b>5 941 123</b>	<b>8,92%</b>
<b>Total sous-concert Apax / Boussard &amp; Gavaudan</b>	<b>21 438 008<sup>(2)</sup></b>	<b>32,20%</b>	<b>10 206 695</b>	<b>15,33%</b>
Mannai Corporation QPSC (détention effective)	42 831 494 <sup>(3)</sup>	64,34%	54 062 807	81,21%
Mannai Corporation QPSC (détention par assimilation)	11 231 313	16,87%	0	-
<b>Total Mannai Corporation QPSC</b>	<b>54 062 807<sup>(2)(3)</sup></b>	<b>81,21%</b>	<b>54 062 807<sup>(3)</sup></b>	<b>81,21%</b>
<b>Total Concert Apax / Boussard &amp; Gavaudan / Mannai Corporation QPSC</b>	<b>64 269 502<sup>(2)(3)</sup></b>	<b>96,54%</b>	<b>64 269 502</b>	<b>96,54%</b>
Public	2 301 269	3,46%	2 301 269	3,46%
<b>Total</b>	<b>66 570 771</b>	<b>100%</b>	<b>66 570 771</b>	<b>100%</b>

(1) Sur la base d'un capital composé de 66 570 771 actions représentant autant de droits de vote, en application du 2ème alinéa de l'article 223-11 du Règlement général.

(2) dont 11 231 313 actions Gfi Informatique détenues par assimilation par Mannai Corporation en application de l'article 223-11-1, II du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers et retranchées de la participation de Boussard & Gavaudan.

(3) Il est précisé que Mannai Corporation a acquis, en mai et en juin 2017, 658 511 actions Gfi Informatique au prix unitaire de 8,50 € auprès de titulaires d'actions gratuites qui n'avaient pas pu apporter leurs actions à l'Offre Publique d'Achat Simplifiée initiée par Mannai Corporation en 2016, et qui ont exercé leurs options de vente au titre des contrat de liquidité conclus avec Mannai Corporation en novembre 2016.

## MISE EN PLACE D'UNE NOUVELLE GOUVERNANCE

Conformément aux engagements pris par le Concert d'actionnaires au titre de l'Avenant au Pacte d'actionnaires, et des dispositions de la Loi n°2011-103 du 27 janvier 2011 relative à la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance et à l'égalité professionnelle, dite loi Copé-Zimmermann, l'Assemblée Générale des actionnaires de Gfi Informatique du 22 mai 2017, a décidé une nouvelle composition du Conseil d'administration, en prenant les décisions suivantes :

- renouvellement du mandat de Madame Carolle Foissaud, en qualité d'Administrateur pour une durée de trois années, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et tenue dans l'année 2020 ;
- prise d'acte de l'expiration du mandat d'Administrateur de Monsieur Jean-Paul Lepeyre, décision de non-remplacement, et nomination en qualité de Censeur pour une durée de trois années, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et tenue dans l'année 2020 ;

- prise d'acte de l'expiration du mandat d'Administrateur de Monsieur Nicolas Roy, décision de non-remplacement, et nomination en qualité de Censeur pour une durée de trois années, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et tenue dans l'année 2020 ;
- renouvellement du mandat de Monsieur Gérard Longuet, en qualité de Censeur, pour une durée de trois années, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et tenue dans l'année 2020 ;
- prise d'acte de la démission du mandat d'Administrateur de Monsieur Patrick de Giovanni, décision de non-remplacement, et nomination en qualité de Censeur pour une durée de trois années, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et tenue dans l'année 2020 ;

Ainsi, à la date du 22 mai 2017, le Conseil d'administration de la société Gfi Informatique est composé comme suit :

Membres du Conseil d'administration	Fonctions
M. Vincent Rouaix	Président Directeur Général
Mme Anne-Lise Bapst	Administrateur indépendant
M. William Bitan	Administrateur indépendant
Mme Carolle Foissaud	Administrateur indépendant
M. Alekh Grewal	Administrateur
M. Keith Higley	Administrateur
Itefin Participations représentée par M. Gilles Rigal	Administrateur
Mme Sabine Schimel	Administrateur indépendant
M. Jean-Philippe Duboust	Administrateur représentant les salariés <sup>(1)</sup>
M. Henry Capelle	Censeur
M. Patrick de Giovanni	Censeur
M. Santhosh Krishnamoorthy	Censeur
M. Jean-Paul Lepeytre	Censeur
M. Gérard Longuet	Censeur
M. Henri Moulard	Censeur
M. Nicolas Roy	Censeur
M. Laurent Calvet	Représentant le Comité central d'entreprise de l'UES Gfi Informatique
M. Nadira Zeroual <sup>(2)</sup>	Représentant le Comité central d'entreprise de l'UES Gfi Informatique

(1) Monsieur Jean-Luc Louis, Administrateur représentant les salariés, a été remplacé le 20 janvier 2017, par Monsieur Jean-Philippe Duboust

(2) Monsieur Alain Kuang Kaing représentant du Comité Central d'Entreprise de l'UES Gfi Informatique au Conseil d'administration, a été remplacé par, Madame Nadira Zeroual le 26 décembre 2016.

Faisant suite au renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Carolle Foissaud pour une durée de trois années, au renouvellement du mandat de Monsieur Gérard Longuet, en qualité de Censeur, pour une durée de trois ans et à la nomination, en qualité de Censeur, de Messieurs Jean-Paul Lepeytre, Nicolas Roy et Patrick de Giovanni, pour une durée identique, le Conseil d'administration s'est prononcé lors de sa séance du 22 mai 2017, sur une nouvelle composition des Comités spécialisés.

La durée du mandat des membres des Comités spécialisés du Conseil d'administration coïncidant avec celle des mandats d'Administrateur et de Censeur conformément aux dispositions prévues aux articles 2.2 ; 3.2 ; 4.2 et 5.2

du Règlement Intérieur du Conseil d'administration ; les Comités spécialisés du Conseil d'administration sont à la date du 22 mai 2017 composés comme suit :

#### COMITE D'AUDIT ET DE CONTROLE INTERNE

M. William Bitan <sup>(1)</sup>	Président
M. Patrick de Giovanni <sup>(2)</sup>	Membre
M. Alekh Grewal	Membre
Mme Sabine Schimel <sup>(1)</sup>	Membre

#### COMITE DES NOMINATIONS ET DES REMUNERATIONS

M. Henri Moulard <sup>(2)</sup>	Président
Mme Anne-Lise Bapst <sup>(1)</sup>	Membre
M. Alekh Grewal	Membre
M. Gilles Rigal	Membre

#### COMITE DES INVESTISSEMENTS

M. Vincent Rouaix	Président
M. Henry Capelle <sup>(2)</sup>	Membre
M. Alekh Grewal	Membre
M. Santhosh Krishnamoorthy <sup>(2)</sup>	Membre
M. Jean-Paul Lepeytre <sup>(2)</sup>	Membre
M. Gilles Rigal	Membre
M. Nicolas Roy <sup>(2)</sup>	Membre

#### COMITE STRATEGIQUE

M. Jean Paul Lepeytre <sup>(2)</sup>	Président
M. Henry Capelle <sup>(2)</sup>	Membre
Mme Carolle Foissaud <sup>(1)</sup>	Membre
M. Alekh Grewal	Membre
M. Santhosh Krishnamoorthy <sup>(2)</sup>	Membre
M. Gilles Rigal	Membre
M. Vincent Rouaix	Membre

<sup>(1)</sup> Administrateur indépendant.

<sup>(2)</sup> Censeur du Conseil d'administration.

### AUTORISATIONS FINANCIERES ACCORDEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE ET ORDINAIRE DU 22 MAI 2017

Type	Objet
<b>Résolution n°4</b> <b>Autorisation conférée au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par annulation, en tout ou partie, d'actions auto-détenues par la Société</b> <b>Durée : 18 mois</b>	Autorisation conférée au Conseil d'administration, à l'effet de décider une réduction du capital social de la Société par annulation, en tout ou partie, d'actions auto-détenues qu'elle pourrait acquérir dans le cadre du programme de rachat d'actions et dans la limite de 10% du capital social de la Société par période de 24 mois.
<b>Résolution n°14</b> <b>Programme de rachat d'actions</b> <b>Durée : 18 mois</b>	Autorisation à conférer au Conseil d'administration pour la mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions par ordres de bourse, rachats de blocs et cession par tous moyens des actions ainsi acquises. Possibilité de réduction de capital par voie d'annulation des actions ainsi rachetées. Prix d'achat unitaire maximum : 10 €. Limite du rachat : 10% du capital social.

## DIVIDENDES DISTRIBUES A L'ISSUE DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 22 MAI 2017

A la suite de l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire et Ordinaire du 22 mai 2017, la Société a procédé à la distribution d'un dividende de 0,15 euro par action.

Le montant du dividende en numéraire s'est élevé à la somme de 9 985 615,65 euros (déduction faite des 160 462 actions auto-détenues) et a été versé aux actionnaires le 30 mai 2017.

## RENFORCEMENT DU LEADERSHIP DANS L'INTEGRATION ET LA GESTION DES SYSTEMES D'INFORMATION DES ACTEURS DE LA DISTRIBUTION ET DE LA MODE

Le 19 juin 2017, Gfi Informatique a annoncé la signature de contrats de transformation majeure des systèmes d'information des groupes Kidiliz et Tartine & Chocolat pour l'ensemble de leurs activités et de leurs marques. Ces deux groupes représentent des ventes cumulées de près de 450 millions d'euros, réalisées au travers de leurs réseaux de magasins, soit près de 1000 points de vente répartis sur une vingtaine de pays. Par le biais de ces opérations, Gfi Informatique s'impose comme l'un des acteurs référents du secteur de la Distribution et de la Mode, notamment au travers de sa solution Omnicommerce.

## RENFORCEMENT ET CONFORMITE DU DISPOSITIF ANTI-CORRUPTION AU SEIN DE LA SOCIETE GFI INFORMATIQUE

La loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique dite « loi sapin 2 » renforce considérablement les obligations des entreprises en matière de prévention et de lutte à la corruption et le trafic d'influence.

Dans ce cadre, le groupe Gfi Informatique a réalisé un diagnostic de son dispositif actuel au regard des exigences légales mais également des meilleures pratiques de place.

Cette analyse a permis d'initier un plan d'action global afin de mettre le Groupe en conformité et de renforcer la performance de son dispositif.

### 1.1.3 Structure financière

#### GEARING ET CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

La dette nette s'établit à 153,5 millions d'euros conduisant à un *gearing* de 52% en hausse limitée par rapport à l'an dernier suite aux acquisitions réalisées en 2016 et aux compléments de prix payés sur le semestre (Impaq, Roff et Efron essentiellement).

Sur le semestre, la capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (CAF) s'établit à 27,0 millions d'euros contre 27,7 millions d'euros au 30 juin 2016, soit une variation de - 3%. La consommation de BFR semestrielle, compte tenu de l'évolution de l'activité, est maîtrisée : elle s'élève à 28,7 millions d'euros, contre 21,9 millions d'euros l'an dernier. Les investissements en immobilisations sont passés de 20,2 millions d'euros à 16,6 millions d'euros. L'essentiel de la réduction des investissements étant imputable à la reprise, l'an passé, des solutions de e-commerce (3SI) et des licences nécessaires à leur exploitation.

### 1.1.4 Effectifs

Les effectifs du Groupe s'élèvent à 14 345 personnes au 30 juin 2017, contre 14 100 personnes au 31 décembre 2016. Sur la base des actions engagées, notamment en France, les perspectives d'embauches nettes des départs pour le second semestre sont positives.

### 1.1.5 Perspectives

Pour l'exercice 2017, le Groupe, attentif au contexte économique fragile mais fort de ses acquis et de son bilan solide confirme ses objectifs à savoir de croître en poursuivant sa transformation, de se renforcer à nouveau à l'international et d'améliorer sa marge opérationnelle.



## 1.2 Evènements importants survenus depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2017

### REALISATION DE LA CESSION DE LA PARTICIPATION DE BOUSSARD & GAVAUDAN A MANNAI CORPORATION

Le 10 juillet 2017, les actionnaires Boussard & Gavaudan ont cédé 11 231 313 actions à savoir (i) 8 702 227 actions Gfi Informatique détenues par la société BG Select Investments Limited (Ireland), et (ii) 2 529 086 actions Gfi Informatique détenues par la société Boussard & Gavaudan Holding Limited, à Mannai Corporation soit environ 17% du capital social et des droits de vote de Gfi Informatique, conformément aux engagements prévus lors de la conclusion de l'Avenant du Pacte d'actionnaires (Cf. Paragraphe 1.1.2 « Prise amicale de participation majoritaire de Mannai Corporation »).

La répartition du capital de Gfi Informatique après réalisation de la cession des actions détenues par Boussard & Gavaudan figure au paragraphe 1.1.2 « Répartition du capital de Gfi Informatique au 10 juillet 2017 ».

### DECLARATIONS DE FRANCHISSEMENTS DE SEUILS ET D'INTENTION

Dans le cadre de l'opération de prise amicale de participation majoritaire par Mannai Corporation, la société Gfi Informatique a été informée i) de la déclaration de franchissement de seuils et d'intention « en dur » à la hausse, à titre individuel, par Mannai Corporation, ii) des déclarations de franchissement de seuils et d'intention à la baisse, à titre individuel, de BG Select Investment Limited et Boussard & Gavaudan Holding Limited, et conjointement par Boussard & Gavaudan, et iii) de la déclaration de franchissement de seuil et d'intention à la baisse, de concert, du sous-concert Boussard & Gavaudan et Apax, conformément aux dispositions de l'article L. 233 - 7 et suivants du Code de commerce :

Franchissement de seuil(s) Date	Seuils franchis en capital et en droits de vote	Sens	Actionnaire(s) ayant franchi le/les seuils	Nombre d'actions détenues	% détenu capital droits de vote <sup>(1)</sup>
07 juillet 2017 Individuellement (D&I 217C1545 11.07.2017)	15%, 10%	Baisse	BG Select Investments Limited	4 373 436	6,57 %
07 juillet 2017 Individuellement (D&I 217C1545 11.07.2017)	5 %	Baisse	Boussard &Gavaudan Holding Limited	1 303 159	1,96 %
07 juillet 2017 Boussard & Gavaudan <sup>(3)</sup> (D&I 217C1545 11.07.2017)	25%, 20%, 15%, 10%	Baisse	Boussard & Gavaudan	5 941 123	8,92%
07 juillet 2017 Sous-concert (D&I 217C1545 11.07.2017)	30%, 25%, 20%	Baisse	Boussard & Gavaudan / Apax	10 206 695	15,33%
07 juillet 2017 Individuellement « en dur » (D&I 217C1545 11.07.2017)	2/3	Hausse	Mannai Corporation	54 062 807	81,21% <sup>(2)</sup>

(1) Sur la base du capital composé de 66 570 771 actions représentant autant de droits de vote conformément aux dispositions de l'article 223-11 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

(2) Ces actions ont été acquises hors marché auprès de Boussard & Gavaudan le 10 juillet 2017 au prix unitaire de 8 euros, conformément au communiqué de presse diffusé le 10 mai 2017 par Mannai Corporation, Apax, et Boussard & Gavaudan, ainsi que l'Avenant au Pacte d'actionnaires numéro D&I 217C0991 publiée le 18 mai 2017.

(3) Boussard & Gavaudan: BG Select Investments Limited (Irlande), Boussard & Gavaudan Holding Limited et BG Master Fund ICAV.

## 1.3 Description des principaux risques et des principales incertitudes pour le second semestre 2017

Bien que le chiffre d'affaires de Gfi Informatique soit, pour une large part, protégé par des contrats cadres et des contrats pluriannuels, le Groupe reste très attentif à l'évolution de l'environnement économique et financier et suit de près l'évolution de la situation.

Pour être complet, il convient de rappeler que dans son Document de Référence, le Groupe Gfi Informatique indique à propos des facteurs de risques liés aux écarts d'acquisition que : « La valeur des écarts d'acquisition est soumise au risque de dépréciation en cas de dégradation de l'activité concernée et/ou d'évolution défavorable de ses perspectives à long terme et/ou de paramètres externes (hausse des taux d'intérêt, crise économique).

Dans le cas des activités poursuivies, l'évaluation de la valeur de ces actifs est effectuée périodiquement sur la base de la valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la plus élevée entre la juste valeur nette des frais de cession et la valeur d'utilité. Les modalités d'évaluation de la valeur d'utilité sont sensibles aux éventuelles évolutions des caractéristiques du modèle économique sous-jacent.

Le risque de dépréciation des écarts d'acquisition peut également survenir dans le cadre d'une stratégie de désengagement, lorsque la cession d'une activité est envisagée. Dans ce contexte particulier, l'évaluation de la valeur des écarts d'acquisition est alors effectuée sur la base du prix de cession estimé, net des coûts relatifs à la cession, qui peut être inférieur à la valeur comptable de l'activité ».

A ce jour, la Société estime que les facteurs de risques décrits dans son Document de Référence déposé le 7 avril 2017 sous le n°D.17-0358 n'ont pas évolué de manière significative depuis sa date de dépôt.

## 1.4 Informations relatives aux parties liées

### **Transactions conclues entre la société et l'actionnaire de référence**

Cf. paragraphe 9.6 Informations relatives aux parties liées – Document de Référence 2016 page 148.

### **Autre transaction avec des organes de direction**

Cf. paragraphe 9.6 informations relatives aux parties liées – Document de Référence 2016 page 148, et note 15 Rémunération des membres des organes d'administration et de Direction – Document de Référence 2016 page 156 et 157.

# Comptes Semestriels Consolidés condensés

—

*Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2017*

## ► État du résultat global consolidé

### Résultat

(en milliers d'euros)		30.06.17	30.06.16
<b>Chiffre d'affaires</b>	<i>note 3</i>	<b>562 073</b>	<b>502 094</b>
Charges de personnel	<i>note 4</i>	(397 097)	(353 265)
Achats et charges externes		(121 509)	(106 699)
Impôts, taxes et versements assimilés		(9 176)	(8 814)
Dotations aux amortissements (hors actifs incorporels affectés)		(8 554)	(8 885)
Autres produits et charges opérationnels courants		(397)	(563)
<b>MARGE OPERATIONNELLE</b>		<b>25 340</b>	<b>23 868</b>
<b>Marge opérationnelle en %</b>		<b>4,5%</b>	<b>4,8%</b>
Dotations aux amortissements des actifs incorporels affectés		(1 278)	(786)
Restructurations	<i>note 5</i>	(5 137)	(3 624)
Résultat des cessions et liquidations	<i>note 5</i>	(62)	-
Dépréciation des écarts d'acquisition	<i>note 8</i>	-	-
Autres produits et charges opérationnels	<i>note 5</i>	254	(1 670)
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>		<b>19 117</b>	<b>17 788</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		20	38
Coût de l'endettement financier brut		(1 756)	(1 467)
<b>COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>	<i>note 6</i>	<b>(1 736)</b>	<b>(1 429)</b>
Autres produits et charges financiers	<i>note 6</i>	(641)	(771)
Impôts sur les résultats	<i>note 7</i>	(8 386)	(7 376)
Résultat des sociétés intégrées par mise en équivalence		-	-
<b>RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES</b>		<b>8 354</b>	<b>8 212</b>
Résultat des activités abandonnées		-	-
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>		<b>8 354</b>	<b>8 212</b>
dont part du Groupe		8 139	8 232
dont part ne donnant pas le contrôle		215	(20)
<i>Résultat de base par action (en euros)</i>	<i>note 9</i>	<i>0,13</i>	<i>0,12</i>
<i>Résultat dilué par action (en euros)</i>	<i>note 9</i>	<i>0,13</i>	<i>0,12</i>

### Autres éléments du résultat global

(en milliers d'euros)		30.06.17	30.06.16
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE</b>		<b>8 354</b>	<b>8 212</b>
<b>Éléments recyclables en résultat net</b>			
Différences de conversion enregistrées en capitaux propres		(46)	75
Variation de valeur des instruments de couverture		62	(103)
<b>Autres éléments du résultat global</b>			
Variation des écarts actuariels		-	-
Impôt différé sur la variation des écarts actuariels		-	-
<b>RESULTAT GLOBAL RECONNU EN CAPITAUX PROPRES</b>		<b>16</b>	<b>(28)</b>
<b>RESULTAT GLOBAL</b>		<b>8 370</b>	<b>8 184</b>
dont part du Groupe		8 155	8 204
dont part ne donnant pas le contrôle		215	(20)

## ► Tableaux consolidés des flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	30.06.17	30.06.16
Résultat net de l'ensemble consolidé avant résultat des activités abandonnées	8 354	8 212
Dotations nettes aux amortissements et provisions et autres éléments du résultat sans impact en trésorerie	8 242	10 343
Gains et pertes liés aux variations de juste valeur	275	456
Plus ou moins-values nettes de cessions d'actifs	57	(15)
Profits et pertes de dilution	-	-
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>16 928</b>	<b>18 996</b>
Coût de l'endettement financier net (retraité des variations de juste valeur)	1 620	1 313
Coût des sw aps	19	24
Charge d'impôt	8 386	7 376
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>26 953</b>	<b>27 709</b>
Impôt versé	(6 593)	(6 800)
- Variation du besoin en fonds de roulement liée à l'activité	(28 685)	(21 944)
<b>I- FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE</b>	<b>(8 325)</b>	<b>(1 035)</b>
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	(12 198)	(15 023)
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	(4 449)	(5 215)
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	16	26
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	80	39
+/- Incidences des variations de périmètre	(14 018)	(13 160)
+/- Variations des prêts et avances consenties	(1 492)	(1 063)
<b>II- FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(32 061)</b>	<b>(34 396)</b>
+ Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital		
• Versées par les actionnaires de la société mère	38	2 249
• Versées par les minoritaires des sociétés intégrées	-	-
+/- Rachats et reventes d'actions propres	(9)	175
- Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice		
• Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(9 963)	-
• Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-	-
+ Souscription d'emprunts	-	7 159
- Remboursements d'emprunts	(9 610)	(2 339)
+/- Variation du tirage sur créances affacturées	40 754	3 117
- Intérêts financiers versés	(1 130)	(829)
- Coût des sw aps	(19)	(24)
<b>III- FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>20 061</b>	<b>9 508</b>
+/- Incidence des variations de cours des devises	(174)	9
<b>VARIATION DE TRESORERIE</b>	<b>(20 499)</b>	<b>(25 914)</b>

La variation de trésorerie nette ainsi que l'endettement net du Groupe se détaillent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31.12.16	Variation	30.06.17
Valeurs mobilières de placement	5 308	(5 150)	158
Disponibilités	23 617	(3 767)	19 850
Concours bancaires courants	(11 750)	(11 582)	(23 332)
<b>Trésorerie nette</b>	<b>17 175</b>	<b>(20 499)</b>	<b>(3 324)</b>
Endettement, part à long terme	(84 533)	1 865	(82 668)
Endettement, part à court terme (hors concours bancaires)	(33 908)	(33 612)	(67 520)
<b>Endettement financier brut</b>	<b>(118 441)</b>	<b>(31 747)</b>	<b>(150 188)</b>
<b>Endettement financier net</b>	<b>(101 266)</b>	<b>(52 246)</b>	<b>(153 512)</b>

## ► Variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	Capital	Prime d'émission	Réserves groupe	Titres de l'entreprise consolidante	Gains et pertes enregistrés en capitaux propres	Réserve de conversion	Capitaux propres part du groupe	Capitaux propres ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres totaux
<b>Situation au 31 12 2015</b>	<b>131 961</b>	<b>63 800</b>	<b>81 678</b>	<b>(1 130)</b>	<b>(116)</b>	<b>518</b>	<b>276 711</b>	<b>122</b>	<b>276 833</b>
Résultat 1er semestre 2016	-	-	8 232	-	-	-	8 232	(20)	8 212
Résultat reconnu en capitaux propres	-	-	-	-	(103)	75	(28)	-	(28)
Résultat global 1er semestre 2016	-	-	<b>8 232</b>	-	<b>(103)</b>	<b>75</b>	<b>8 204</b>	<b>(20)</b>	<b>8 184</b>
Dividendes versés	-	-	(9 875)	-	-	-	(9 875)	-	(9 875)
Titres de l'entreprise consolidante	-	-	(72)	247	-	-	175	-	175
Valorisation des paiements en actions	-	-	515	-	-	-	515	-	515
Augmentation de capital	1 181	1 069	-	-	-	-	2 250	-	2 250
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de la réserve de conversion	-	-	-	-	-	(1)	(1)	-	(1)
<b>Situation au 30 06 2016</b>	<b>133 142</b>	<b>64 869</b>	<b>80 478</b>	<b>(883)</b>	<b>(219)</b>	<b>592</b>	<b>277 979</b>	<b>102</b>	<b>278 081</b>
Résultat 2nd semestre 2016	-	-	23 990	-	-	-	23 990	(93)	23 897
Résultat reconnu en capitaux propres	-	-	-	-	(2 236)	311	(1 925)	-	(1 925)
Résultat global 2nd semestre 2016	-	-	<b>23 990</b>	-	<b>(2 236)</b>	<b>311</b>	<b>22 065</b>	<b>(93)</b>	<b>21 972</b>
Dividendes versés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de l'entreprise consolidante	-	-	53	(97)	-	-	(44)	-	(44)
Valorisation des paiements en actions	-	-	589	-	-	-	589	-	589
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	18	18
Variation de la réserve de conversion	-	-	-	-	-	(12)	(12)	4	(8)
<b>Situation au 31 12 2016</b>	<b>133 142</b>	<b>64 869</b>	<b>105 110</b>	<b>(980)</b>	<b>(2 455)</b>	<b>891</b>	<b>300 577</b>	<b>31</b>	<b>300 608</b>
Résultat 1er semestre 2017	-	-	8 139	-	-	-	8 139	215	8 354
Résultat reconnu en capitaux propres	-	-	-	-	-	(46)	(46)	-	(46)
Résultat global 1er semestre 2017	-	-	<b>8 139</b>	-	-	<b>(46)</b>	<b>8 093</b>	<b>215</b>	<b>8 308</b>
Dividendes versés	-	-	(9 963)	-	-	-	(9 963)	-	(9 963)
Titres de l'entreprise consolidante	-	-	-	(9)	-	-	(9)	-	(9)
Valorisation des paiements en actions	-	-	-	-	(260)	-	(260)	-	(260)
Augmentation de capital	-	26	-	-	-	-	26	26	52
Variations de périmètre	-	-	(93)	-	-	-	(93)	(139)	(232)
Variation de la réserve de conversion	-	-	-	-	-	(650)	(650)	(7)	(657)
<b>Situation au 30 06 2017</b>	<b>133 142</b>	<b>64 895</b>	<b>103 193</b>	<b>(989)</b>	<b>(2 715)</b>	<b>195</b>	<b>297 721</b>	<b>126</b>	<b>297 847</b>

## ► État de la situation financière consolidée

(en milliers d'euros)		30.06.17	31.12.16
Ecarts d'acquisition	<i>note 8</i>	284 293	280 935
Autres immobilisations incorporelles	<i>note 8</i>	82 152	77 438
Immobilisations corporelles	<i>note 8</i>	23 460	19 342
Actifs financiers non courants		13 243	11 907
Impôts différés actifs	<i>note 7</i>	5 148	5 070
Autres actifs non courants		23 241	21 780
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>		<b>431 537</b>	<b>416 472</b>
Stocks de marchandises		713	779
Clients et comptes rattachés	<i>note 3</i>	415 907	397 300
Autres créances		37 892	36 069
Charges constatées d'avance		20 134	16 165
Trésorerie et équivalents de trésorerie		20 007	28 925
<b>ACTIFS COURANTS</b>		<b>494 653</b>	<b>479 238</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>926 190</b>	<b>895 710</b>
Capital	<i>note 9</i>	133 142	133 142
Primes		64 895	64 869
Réserves consolidées		103 193	105 110
Autres		(3 704)	(3 435)
Réserves de conversion		195	891
<b>CAPITAUX PROPRES, Part du groupe</b>		<b>297 721</b>	<b>300 577</b>
Part ne donnant pas le contrôle		126	31
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<i>note 9</i>	<b>297 847</b>	<b>300 608</b>
Endettement, part à long terme	<i>note 6</i>	82 668	84 533
Impôts différés passifs	<i>note 7</i>	3 437	2 827
Provisions non courantes	<i>note 10</i>	41 116	39 096
Autres passifs financiers non courants	<i>note 2</i>	5 429	9 085
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>		<b>132 650</b>	<b>135 541</b>
Provisions courantes	<i>note 10</i>	3 311	6 233
Endettement, part à court terme	<i>note 6</i>	90 850	45 658
Passifs financiers courants	<i>note 6</i>	53	83
Autres passifs financiers courants	<i>note 2</i>	6 933	15 987
Fournisseurs		94 273	87 846
Dettes fiscales et sociales		218 550	219 954
Autres passifs courants		12 610	15 122
Produits constatés d'avance		69 113	68 678
<b>PASSIFS COURANTS</b>		<b>495 693</b>	<b>459 561</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>926 190</b>	<b>895 710</b>

## Note 1. Principes et méthodes comptables

---

Gfi Informatique S.A. est la société mère d'un Groupe international de services en technologies de l'information. Acteur européen de référence des services informatiques à valeur ajoutée et des logiciels, Gfi Informatique occupe un positionnement stratégique différenciant entre les opérateurs de taille mondiale et les acteurs de niche. Avec son profil de multi-spécialiste, le Groupe met au service de ses clients une combinaison unique de proximité, d'organisation sectorielle et de solutions de qualité industrielle.

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2017, ainsi que les notes y afférentes ont été examinés par le Conseil d'Administration le 27 juillet 2017.

### Référentiel appliqué

Les comptes consolidés du Groupe Gfi Informatique sont établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS applicables au 30 juin 2017 telles qu'approuvées par l'Union Européenne. Le référentiel des normes comptables internationales IAS/IFRS est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

[http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)

Pour les textes ayant une incidence sur les comptes consolidés du Groupe Gfi Informatique, il n'y a pas de divergences entre le référentiel approuvé par l'Union Européenne et les normes et interprétations publiées par l'IASB.

Les comptes consolidés semestriels condensés au 30 juin 2017, sont établis conformément à la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire". A ce titre, ils doivent être lus conjointement avec les Etats Financiers Consolidés du Groupe au 31 décembre 2016.

L'application des nouvelles normes, interprétations et amendements entrés en vigueur en 2017 mais non encore adoptés par l'Union européenne aux états financiers du Groupe a été reportée :

#### Améliorations annuelles des IFRS (Cycle 2014-2016)

IFRS 12 informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités. Clarification du champ d'application de la norme

#### Amendements

IAS 12 – Comptabilisation d'actifs d'impôts au titre de pertes latentes

IAS 7 – Initiative concernant les informations à fournir

Le Groupe n'a pas choisi d'appliquer de manière anticipée les normes suivantes :

#### Améliorations annuelles (Cycle 2014-2016)

IFRS 9 – Instruments financiers

IFRS 15 – Produits des activités ordinaires provenant des contrats conclus avec des clients

IFRS 15 - Clarifications

IFRS 16 – Contrats de locations

#### Amendements

IFRS 4 – Contrats d'assurance : Application de la norme IFRS 9 Instruments financiers

IFRS 10 et IAS 28 – Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une s ou une co-entreprise (date de première application ajournée par l'IASB à une date restant à préciser)

IAS 40 – Transfert de titres de propriété

L'IASB a également publié les textes suivants pour lesquels Gfi Informatique n'identifie pas d'incidences significatives sur les comptes consolidés du Groupe



IFRS 2 – Classification et évaluation des transactions liées aux paiements basés sur des actions  
IFRS 17 - Contrats d'assurance  
IFRIC 23 – Incertitudes concernant les traitements sur l'impôt sur les sociétés  
IFRIC 22 - Devises : Considération sur les transactions et les avances  
IAS 28 – Titres de sociétés mise en équivalence et co-entreprises : Evaluation à la Juste Valeur

Le processus interne de détermination des impacts potentiels de ces normes et interprétations sur les comptes consolidés du Groupe est en cours.

Les autres règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers semestriels sont identiques à celles utilisées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2016.

## **Chantier IFRS 15 Reconnaissance des revenus**

L'IASB a publié, en mai 2014, IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » ainsi que des clarifications à IFRS 15, publiées en avril 2016. La norme impose un modèle de reconnaissance unique du chiffre d'affaires en 5 étapes, fondé sur le transfert de contrôle des obligations de performance identifiées dans les contrats avec les clients.

Le Groupe conduit actuellement un projet interne destiné à identifier les principales différences entre le référentiel actuel et la norme IFRS 15 et à mettre en œuvre son application rétrospective à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Gfi Informatique n'a pas encore déterminé si cette application serait faite selon la méthode rétrospective totale ou rétrospective modifiée comme le permet IFRS15.

A ce stade du projet, le Groupe a identifié les sujets suivants comme étant les principaux enjeux de la norme sur les différentes natures de revenu :

Assistance technique, conseil et intégration de systèmes en régie :

Les enjeux potentiels reposent sur :

- la prise en compte d'éventuels éléments variables dans la détermination du revenu, comme les pénalités. Ces prestations de service devraient continuer à être reconnues à l'avancement.

Contrats de *build and run* au forfait :

Les enjeux potentiels reposent sur :

- la détermination des obligations de performance ;
- l'estimation des revenus du contrat et notamment des éléments de rémunération variable (clauses de dégressivité, pénalités, ...);
- la détermination du mode de transfert de contrôle de chaque obligation de performance (respect des critères over time) ;
- le traitement des modifications contractuelles et ;
- l'existence de coûts de démarrage du contrat qui peuvent ne pas correspondre à la définition d'une obligation de performance séparée dans certains cas.

Software :

Les enjeux potentiels reposent sur :

- L'identification des obligations de performance et notamment le caractère distinct de la licence et de l'intégration ainsi que l'identification de services ultérieurs ;
- l'existence de rémunérations variables associées aux licences notamment.

Par ailleurs, le Groupe revoit également les conséquences de la norme sur l'analyse du statut d'agent principal de certaines transactions.

Le Groupe continuera à travailler au deuxième semestre sur la collecte des informations nécessaires aux estimations du modèle et à la préparation des informations à donner dans les notes aux comptes.

## Base de préparation

La préparation des états financiers consolidés conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables et hypothèses déterminantes. La direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Les domaines pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives au regard des états financiers consolidés concernent notamment l'évaluation des engagements en matière de retraite, les tests de dépréciation sur les écarts d'acquisition et les provisions pour risques et charges. Dans le cadre d'un arrêté semestriel, les provisions pour primes annuelles, le CICE et la charge d'impôt constituent également des estimations significatives.

## Note 2. Périmètre de consolidation

### Regroupements d'entreprises

Le Groupe n'a procédé à aucun nouveau regroupement d'entreprise sur la période.

Les regroupements d'entreprise de la période 2016 ont contribué au chiffre d'affaires de la période à hauteur de 61 millions d'euros et à la marge opérationnelle à hauteur de 7 millions d'euros.

### Modification des pourcentages d'intérêt

Le 14 juin 2017, le Groupe a réalisé l'acquisition, via Gfi Informatique SA, de 30% du capital des filiales Somafor RCI et Somafor France auprès d'un actionnaire minoritaire personne physique. Le Groupe détient désormais 100% du capital de ces deux sociétés.

Le 1<sup>er</sup> mars 2017, la filiale CIS a procédé à une augmentation de capital en faveur de certains managers, ces derniers devenant ainsi actionnaires minoritaires dans cette société à hauteur de 30%.

### Liste des sociétés consolidées

Le périmètre du Groupe n'a pas évolué sur le 1<sup>er</sup> semestre 2017 en dehors des deux évènements mentionnés ci-dessus. La liste exhaustive des sociétés consolidées est présentée dans les Etats Financiers Consolidés du Groupe au 31 décembre 2016.

### Fusions et modifications de dénominations sociales

En Espagne et au Mexique, les opérations suivantes ont été réalisées :

- changement de dénomination sociale de la société AST en Roff España Independientes SA ;
- changement de dénomination sociale de la société Gfi Infrastructures Services en Gfi PSF, suite à la fusion-absorption de Gfi PSF par Gfi Infrastructures Services ;
- changement de dénomination de la société Efromex en Gfi informatica Mexico SA de CV, le 31 mai 2017.

### Autres passifs financiers non courants et courants

(en milliers d'euros)	30.06.17	31.12.16
Autres passifs financiers non courants	5 429	9 085
Autres passifs financiers courants	6 933	15 987
<b>Total</b>	<b>12 362</b>	<b>25 072</b>

Les autres passifs financiers non courants et courants regroupent les dettes liées aux acquisitions de titres consolidés. Au 30 juin 2017, ces dettes sont composées principalement des compléments de prix déterminés sur la base de prévisions de performances des sociétés concernées.

## Engagements hors bilan liés au périmètre

Les engagements hors bilan liés aux opérations de périmètre présentés au 31 décembre 2016 n'ont pas évolué significativement au cours de la période.

## Note 3. Chiffre d'affaires et clients

L'évolution de la répartition géographique du chiffre d'affaires s'établit comme suit :

(en milliers d'euros)	30.06.17	Intra- Groupe	France	International	Espagne	Portugal	Latam	Belux	Suisse	Pologne	Afrique	Reste du monde
Chiffre d'affaires	562 073		418 536	143 537	65 259	37 471	7 070	14 010	4 552	7 545	5 769	1 861
	100%		74%	26%	12%	7%	1%	2%	1%	1%	1%	0%
Clients et comptes rattachés	415 907	(8 238)	317 230	106 915	45 547	28 295	3 263	3 328	3 022	4 933	16 702	1 825

  

(en milliers d'euros)	30.06.16	Intra- Groupe	France	International	Espagne	Portugal	Latam	Belux	Suisse	Pologne	Afrique	Reste du monde
Chiffre d'affaires	502 094		423 731	78 363	46 939	9 082		11 438	1 131	4 195	5 578	
	100%		84%	16%	9%	2%		2%	0%	1%	1%	
Clients et comptes rattachés	362 411	(3 267)	304 378	61 300	34 301	6 432		3 859	410	4 429	11 869	

À périmètre constant, le chiffre d'affaires est relativement stable.

## Note 4. Charges et avantages de personnel

### Effectifs moyens

Effectifs moyens	30.06.17	30.06.16
Cadres	12 129	10 345
Employés, techniciens, agents de maîtrise	2 140	1 826
<b>Total</b>	<b>14 269</b>	<b>12 171</b>

### Charges de personnel

(en milliers d'euros)	30.06.17	30.06.16
Rémunération du personnel	286 024	249 869
Charges sociales	110 545	102 886
Participation	528	510
<b>Total</b>	<b>397 097</b>	<b>353 265</b>

### Engagements en matière de retraite

Les indemnités légales et conventionnelles de départ à la retraite sont provisionnées pour chacun des salariés du Groupe présent en fonction de leur ancienneté théorique le jour de leur départ en retraite, conformément à la norme IAS 19 Révisée. L'évolution de l'engagement de retraite du Groupe se détaille de la manière suivante :

<b>(en milliers d'euros)</b>	
<b>Provision pour indemnités de départ en retraite au 31 décembre 2016</b>	<b>39 096</b>
Entrées de périmètre et autres*	300
Coûts des services rendus au cours de la période	1 699
Coût financier	338
Montants payés au titre des départs de la période	(317)
Variations des écarts actuariels	-
<b>Provision pour indemnités de départ en retraite au 30 juin 2017</b>	<b>41 116</b>

\* y compris reprises d'effectifs dans le cadre de contrats de sous-traitance

Le taux d'actualisation retenu est identique à celui du 31 décembre 2016. En termes de sensibilité, une baisse de 0,25 point du taux d'actualisation génèrerait une augmentation de l'engagement de 3%.

## CICE

Le CICE est comptabilisé au niveau des charges de personnel et représente un produit net de 5,8 millions d'euros sur la période, contre 5,3 millions d'euros au titre du 1<sup>er</sup> semestre 2016.

## Note 5. Résultat opérationnel

### Marge opérationnelle sectorielle

(en milliers d'euros)	30.06.17	France	Espagne	Portugal	Latam	Belux	Suisse	Pologne	Maroc et Afrique	Reste du monde
Chiffre d'affaires	562 073	418 536	65 259	37 471	7 070	14 010	4 552	7 545	5 769	1 861
MARGE OPERATIONNELLE	25 340	15 622	2 781	4 269	359	820	83	1 271	38	97
Marge opérationnelle en %	4,5%	3,7%	4,3%	11,4%	5,1%	5,9%	1,8%	16,8%	0,7%	5,2%

(en milliers d'euros)	30.06.16	France	Espagne	Portugal	Latam	Belux	Suisse	Pologne	Maroc et Afrique	Reste du monde
Chiffre d'affaires	502 094	423 731	46 939	9 082		11 438	1 131	4 195	5 578	
MARGE OPERATIONNELLE	23 868	20 010	2 093	413		432	(306)	789	437	
Marge opérationnelle en %	4,8%	4,7%	4,5%	4,5%		3,8%	-27,1%	18,8%	7,8%	

### Restructurations

Les charges de restructuration comprises dans le résultat opérationnel concernent principalement la France et l'Espagne pour respectivement 4 214 milliers d'euros et 803 milliers d'euros.

### Autres produits et charges opérationnels

(en milliers d'euros)	30.06.17	30.06.16
Frais d'études d'opérations de périmètre réalisées ou non	(1 861)	(224)
Actions gratuites	260	(515)
Litiges et risques fiscaux et sociaux	1 842	(41)
Déménagements	(303)	(753)
Autres	316	(137)
<b>Total</b>	<b>254</b>	<b>(1 670)</b>

### Opérations de périmètre

Conformément à la norme IFRS 3 Révisée, les frais liés aux opérations de regroupement d'entreprises sont comptabilisés en charges.

### Actions gratuites

Le Conseil d'administration du 27 janvier 2016 a attribué des droits à 310 000 actions gratuites à certains salariés du Groupe. Les actions seront acquises aux bénéficiaires à l'issue d'une période d'acquisition minimale de deux ans et sous des conditions de performances du Groupe.

Un produit de 260 milliers d'euros a été comptabilisé sur la période, résultant de la mise à jour de l'application de probabilité d'atteinte des critères d'attribution du plan d'actions gratuites.

### Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles

Les engagements hors bilan du Groupe liés aux activités opérationnelles présentés au 31 décembre 2016 n'ont pas varié significativement sur le 1<sup>er</sup> semestre 2017.

## Note 6. Financement

### Endettement, part à long terme

(en milliers d'euros)	30.06.17	31.12.16
Emprunts obligataires, part à long terme	24 856	24 827
Emprunt auprès des établissements de crédit, part à long terme	57 807	59 706
Dettes de crédit-bail, part à long terme	5	-
<b>Total</b>	<b>82 668</b>	<b>84 533</b>

### Endettement, part à court terme

(en milliers d'euros)	30.06.17	31.12.16
Emprunt auprès des établissements de crédit, part à court terme	18 060	25 666
Dettes de crédit-bail, part à court terme	183	204
Concours bancaires courants	23 330	11 750
Tirages sur créances affacturées	48 760	8 006
Intérêts courus non échus sur emprunts et dettes financières diverses	517	32
<b>Total</b>	<b>90 850</b>	<b>45 658</b>

### Échéances

(en milliers d'euros)	30.06.17	échéances			
		mi-2018	mi-2019	mi-2020	mi-2021
Autres emprunts obligataires	24 856	-	-	24 856	-
Emprunt auprès des étb de crédit	75 867	18 060	22 998	22 884	11 925
Dettes de crédit-bail	188	183	5	-	-
<b>Total</b>	<b>100 911</b>	<b>18 243</b>	<b>23 003</b>	<b>47 740</b>	<b>11 925</b>

### Covenants bancaires

La convention de crédit du 9 octobre 2015 auprès d'un pool d'établissements bancaires comporte des clauses conventionnelles dites de défaut, pour lesquelles les critères financiers sont appréciés lors de la clôture semestrielle. Les exigences de ratios, au 30 juin 2017, sont présentées dans les Etats Financiers Consolidés du Groupe au 31 décembre 2016. Les covenants sont respectés au 30 juin 2017.

## Ratio d'endettement

(en milliers d'euros)	30.06.17	31.12.16
Endettement financier net	153 512	101 266
Capitaux propres	297 847	300 608
<b>Ratio Endettement financier net / Capitaux propres</b>	<b>52%</b>	<b>34%</b>

## Produits et charges financiers

(en milliers d'euros)	30.06.17	30.06.16
Plus-values sur cession de VMP et produits des VMP	20	38
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	20	38
Charges d'intérêt	(1 153)	(943)
Variation de juste valeur des emprunts et emprunts obligataires	(116)	(116)
Charges d'intérêt liées à l'affacturage	(487)	(408)
Coût de l'endettement financier	(1 756)	(1 467)
<b>Total</b>	<b>(1 736)</b>	<b>(1 429)</b>

(en milliers d'euros)	30.06.17	30.06.16
Gains de change	379	77
Pertes de change	(507)	(152)
Effet des actualisations	(113)	(340)
Coût financier des engagements envers le personnel (note 4)	(338)	(333)
Dépréciations nettes des reprises	-	9
Autres produits financiers (SWAP et autres)	12	9
Autres charges financières (SWAP et autres)	(74)	(41)
<b>Total</b>	<b>(641)</b>	<b>(771)</b>

## Engagements hors bilan liés au financement

Les engagements hors bilan liés au financement de la société n'ont pas évolué sur la période.

## Note 7. Impôts sur les résultats

### CVAE

La CVAE, qui selon l'analyse du Groupe répond à la définition d'un impôt sur le résultat telle qu'énoncée par IAS 12 est comptabilisée en impôt sur le résultat, pour un montant de 5 169 millions d'euros au titre de la période.

## Impôts différés

(en milliers d'euros)	31.12.16	Variations de périmètre	Autres et Ecart de conversion	Impact sur le résultat	30.06.17
<b>Différences temporaires issues des déclarations fiscales</b>					
Participation des salariés et Effort Construction	416	-	-	-	416
Autres différences temporaires fiscales	1 371	-	10	(593)	788
<b>Différences temporaires liées aux retraitements en consolidation</b>					
Reports déficitaires activés	5 689	-	-	300	5 989
Immobilisations générées en interne et fiscalité liée	(14 060)	-	-	(1 124)	(15 184)
Provision pour indemnités de départ à la retraite	13 024	-	100	573	13 697
Relations clientèle	(3 310)	-	-	256	(3 054)
Autres différences	1 805	-	(12)	(460)	1 333
<b>Impôts différés nets France</b>	<b>4 935</b>	<b>-</b>	<b>98</b>	<b>(1 048)</b>	<b>3 985</b>
Différences temporaires fiscales	422	-	(51)	55	426
Reports déficitaires activés	-	-	-	300	300
Relations clientèle	(2 669)	-	-	102	(2 567)
Autres différences	(445)	-	(7)	19	(433)
<b>Impôts différés nets International</b>	<b>(2 692)</b>	<b>-</b>	<b>(58)</b>	<b>476</b>	<b>(2 274)</b>
<b>Impôts différés nets International</b>	<b>2 243</b>	<b>-</b>	<b>40</b>	<b>(572)</b>	<b>1 711</b>
dont					
Impôts différés actifs	5 070				5 148
Impôts différés passifs	(2 827)				(3 437)

## Impôts sur les résultats

Le montant comptabilisé est calculé sur la base de l'impôt annuel estimé.

## Note 8. Immobilisations incorporelles et corporelles

### Information sectorielle

(en milliers d'euros)	30.06.17	France	Espagne	Portugal	Latam	Belux	Suisse	Pologne	Afrique	Row
Ecarts d'acquisition	284 293	213 691	34 991	17 797	2 250	4 628	788	8 691	1 227	230
Autres immobilisations incorporelles	82 152	68 942	3 836	6 812	285	12	0	2 241	24	0
Immobilisations corporelles	23 460	18 547	2 336	792	282	280	23	631	560	9

L'affectation définitive aux différentes UGT des écarts d'acquisitions des regroupements d'entreprises réalisés au deuxième semestre 2016 sera finalisée au second semestre 2017.

### Ecarts d'acquisition

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Dépréciations	Net values
<b>31 décembre 2016</b>	<b>304 733</b>	<b>23 798</b>	<b>280 935</b>
Acquisitions	3 405	-	3 405
Cessions	-	-	-
Dépréciations de la période	-	-	-
Ecarts de change	(171)	(124)	(47)
<b>30 juin 2017</b>	<b>307 967</b>	<b>23 674</b>	<b>284 293</b>

La variation des écarts d'acquisitions de la période est principalement liée à l'identification de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables relatifs aux acquisitions réalisées au cours de l'exercice 2016. Ces travaux seront finalisés dans le délai d'affectation.

### Unités génératrices de trésorerie

La définition des UGT est décrite dans les États Financiers Consolidés du Groupe au 31 décembre 2016. Les regroupements d'entreprises réalisés en fin d'année 2016 ont conduit à une réorganisation en fonction des nouvelles zones géographiques d'activités intégrées. Aussi distingue-t-on désormais deux nouvelles UGT « Latam » et « Reste du monde » regroupant respectivement les pays d'activité suivants ;

- Brésil, Mexique, Colombie, USA ;
- Angleterre, Macao, Suède, Autriche, Roumanie.

### Méthode d'évaluation appliquée aux activités poursuivies

La méthode d'évaluation retenue pour la détermination des valeurs d'usage est celle des flux de trésorerie futurs actualisés.

Sur les UGT présentant des indices de perte de valeur (UGT Espagne, Suisse), un test de dépréciation a été réalisé au 30 juin 2017. Les prévisions d'activité sont basées sur les budgets d'exploitation pour le second semestre 2017 avec des taux de croissance pour les années 2018 à 2021 compris entre +2% et +5%.

Le taux d'actualisation retenu s'élève à 9,5%. Le taux de croissance à l'infini est fixé à 1,5% pour la péninsule ibérique et 2,0% pour la Suisse.

Compte tenu des hypothèses retenues en termes de rentabilité et de besoin en fonds de roulement d'exploitation, aucune dépréciation n'a été constatée au 30 juin 2017.

### Tests de sensibilités et valeur des écarts d'acquisition par UGT

Dans le contexte de la clôture, l'appréciation de la variation raisonnablement possible des hypothèses clés par le Groupe correspond aux fourchettes de valeurs présentées dans les tests de sensibilités et rappelées ci-dessous :

- hausse de 0,5 point du taux d'actualisation ;
- diminution de 0,5 point du taux de croissance à l'infini ;
- diminution de 0,5 point du taux de marge sur l'ensemble des périodes de flux 2018 à 2021 ;



- diminution de 0,5 point du taux de croissance du chiffre d'affaires sur l'ensemble des périodes de flux 2018 à 2021 ;
- dégradation de 10% des hypothèses de BFR.

Les différentes UGT ne présentent pas de sensibilités à ces variations d'hypothèses, en dehors de l'UGT Suisse, qui serait dépréciée de 0,2 million d'euros en cas de dégradations des perspectives de marge.

### Autres immobilisations incorporelles et corporelles

Les logiciels acquis correspondent aux licences d'exploitation des logiciels et progiciels informatiques acquises. Les logiciels créés correspondent principalement aux frais afférents au projet de système intégré pour le Groupe (projet Theseus).

(en milliers d'euros)			30.06.17	31.12.16
	Valeurs brutes	Amortissement & Dépréciations	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Logiciels acquis	35 691	24 509	11 182	1 095
Logiciels créés	13 849	9 707	4 142	13 804
Frais de développement	85 837	42 479	43 358	40 691
Relations clientèle et contrats	41 033	17 563	23 470	21 848
<b>Total</b>	<b>176 410</b>	<b>94 258</b>	<b>82 152</b>	<b>77 438</b>

L'évolution des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Amortissement & Dépréciations	Valeurs nettes
<b>31 décembre 2016</b>	<b>164 080</b>	<b>86 642</b>	<b>77 438</b>
Immobilisations acquises	3 561	-	3 561
Immobilisations générées en interne	8 837	-	8 837
Immobilisations cédées ou mises au rebut	(27)	(27)	-
Amortissements de la période	-	7 662	(7 662)
Entrées de périmètre	-	-	-
Reclassement	-	-	-
Ecart de change	(41)	(19)	(22)
<b>30 juin 2017</b>	<b>176 410</b>	<b>94 258</b>	<b>82 152</b>

Les immobilisations générées en interne correspondent aux frais de développement activés dans le cadre de l'activité « Edition de progiciels » du Groupe. Les acquisitions de la période comprennent notamment les immobilisations acquises dans le cadre du contrat d'outsourcing Garsys.

L'évolution des immobilisations corporelles s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Amortissement & Dépréciations	Valeurs nettes
<b>31 décembre 2016</b>	<b>55 065</b>	<b>35 723</b>	<b>19 342</b>
Immobilisations acquises	6 449	-	6 449
Immobilisations générées en interne	-	-	-
Immobilisations cédées ou mises au rebut	(485)	(375)	(110)
Amortissements de la période	-	2 151	(2 151)
Entrées de périmètre	-	-	-
Reclassement	(178)	(133)	(45)
Ecart de change	(71)	(46)	(25)
<b>30 juin 2017</b>	<b>60 780</b>	<b>37 320</b>	<b>23 460</b>

## Note 9. Capitaux propres

L'état des variations des capitaux propres est présenté dans la première partie des états financiers consolidés.

### Évolution du capital social

Le nombre d'actions ordinaires composant le capital s'élève à 66 570 771 actions, inchangé sur la période.

## Nombre moyen d'actions

Nombre moyen d'actions	30.06.17	30.06.16
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	66 570 771	66 009 791
Nombre moyen pondéré d'actions autodétenues	(150 073)	(145 376)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	66 420 699	65 864 415
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles dilutives	310 000	539 288
<b>Nombre moyen pondéré d'actions dilué</b>	<b>66 730 699</b>	<b>66 403 704</b>

## Résultat par action

Résultat par action	30.06.17	30.06.16	
<b>Résultat, part du Groupe</b>	(en milliers d'euros)	8 354	8 212
Résultat de base par action	(en euros)	0,13	0,12
Résultat dilué par action	(en euros)	0,13	0,12

## Opération sur les titres auto détenus

La rubrique « Titres de l'entreprise consolidante » représentait 149 000 titres au 31 décembre 2016, valorisés à 980 milliers d'euros. Au cours de la période, l'acquisition de 74 295 titres au prix moyen de 7,89 € et la vente de 72 150 titres au prix moyen de 8,01 € ont porté ce nombre de titres à 151 145 au 30 juin 2017.

Ces titres, valorisés à 1,0 million d'euros, représentent 0,2% du nombre total d'actions en circulation au 30 juin 2017.

## Dividendes

Le dividende voté par l'Assemblée Générale du 22 mai 2017 au titre de l'affectation du résultat de l'exercice 2016 s'élève à 0,15 centime d'euros par action, il a donné lieu à un versement fin mai 2017 d'un montant de 9 963 milliers d'euros.

## Informations relatives aux parties liées

Les informations relatives aux parties liées sont présentées dans les Etats Financiers Consolidés du Groupe au 31 décembre 2016.

## Note 10. Provisions et passifs éventuels

### Provisions non courantes

(en milliers d'euros)	31.12.16	Périmètre et autres	Augmentations	Diminutions	Variation des écarts actuariels	Reclassement	30.06.17
Indemnités de départ à la retraite	39 096	300	2 037	(317)	-	-	41 116
<b>Total</b>	<b>39 096</b>	<b>300</b>	<b>2 037</b>	<b>(317)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>41 116</b>

## Provisions courantes

(en milliers d'euros)	31.12.16	Périmètre et autres	Augmentations	Diminutions	Reclassement	30.06.17
Prud'hommes et restuc-turations engagées	1 863	-	416	(443)	-	1 836
Litiges divers	44	-	-	(35)	-	9
Risques fiscaux et sociaux	3 403	-	25	(2 331)	-	1 097
Autres	923	116	167	(837)	-	369
<b>Total</b>	<b>6 233</b>	<b>116</b>	<b>608</b>	<b>(3 646)</b>	<b>-</b>	<b>3 311</b>

Les augmentations et diminutions se ventilent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Dotations			Total Dotations	Reprises			Total Reprises	dont reprises sans utilisation
	Opérationnelle courante	Opérationnelle non courante	Financière		Opérationnelle courante	Opérationnelle non courante	Financière		
Prud'hommes et restuc-turations engagées	-	416	-	416	-	(443)	-	(443)	(30)
Litiges divers	-	-	-	-	(35)	-	-	(35)	-
Risques fiscaux, sociaux	25	-	-	25	-	(2 331)	-	(2 331)	(1 542)
Autres	17	150	-	167	(337)	(500)	-	(837)	(648)
<b>Total</b>	<b>42</b>	<b>8 778</b>	<b>-</b>	<b>608</b>	<b>(372)</b>	<b>4 938</b>	<b>-</b>	<b>(3 646)</b>	<b>(2 220)</b>

## Note 11. Événements postérieurs à la clôture

Néant

# Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

---

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société GFI Informatique, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

## 1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## 2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 28 juillet 2017

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG et Autres  
Pierre Jouanne

GRANT THORNTON  
Membre français de Grant Thornton International  
Samuel Clochard

# Attestation du responsable du rapport financier semestriel

---

Monsieur Vincent ROUAIX

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le Rapport semestriel d'activité figurant en page 2 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Fait à Saint-Ouen, le 28 juillet 2017

Monsieur Vincent ROUAIX

Président Directeur Général



Gfi Informatique – La Porte du Parc – 145, boulevard Victor-Hugo – 93400 Saint-Ouen  
Tél. : +33 (0)1 44 04 50 00 – Fax : +33 (0)1 44 04 59 00  
[www.gfi.world](http://www.gfi.world)